

Una visión desde Túnez de la seguridad en el mediterráneo

Ponente: D. Wacef Chiha, Embajador de la República Tunecina acreditado en el Reino de España

Je souhaiterais, au début de mon intervention, vous exprimer mon grand plaisir d'être parmi vous aujourd'hui et faire part de mes vifs remerciements aux organisateurs de ce séminaire qui ont rendu mon déplacement de Madrid à cette belle ville, Malaga, aussi utile qu'agréable.

Je tiens également à vous remercier pour le choix du thème de ce séminaire, "la sécurité en Méditerranée", thème qui n'a jamais été aussi important qu'opportun. Et pour cause, les mutations politiques profondes intervenues au cours des dernières décennies ainsi que celles nées du déclenchement de ce qui est communément appelé printemps arabe ont eu leur lot de conséquences parfois les plus désastreuses, même si elles ont fait naître chez certains un regain d'espoir pour aspirer à plus de liberté et de démocratie.

Aujourd'hui, le tableau semble malheureusement plutôt morose, j'ose affirmer: multiplication des foyers de tension, remise en cause parfois des frontières et de l'Etat identitaire, tensions ethniques et religieuses, transition douloureuse vers un système démocratique,

dégradation de la situation économique et sociale, sentiment profond d'injustice ressenti par de larges franges de la société, sans oublier aussi les couts élevés, sur le plan humanitaire, à l'image de l'accroissement spectaculaire du nombre de réfugiés et de déplacés, la montée de l'immigration clandestine et la précarité manifeste dans laquelle se trouve désormais une partie importante des populations de certains pays arabes.

De plus, l'affaiblissement de l'Autorité étatique dans certains pays, d'une part, et le profond malaise dans lequel sont plongées plusieurs sociétés arabes d'autre part, auxquels on ajoute les interférences et les ingérences de différentes natures, ont largement favorisé la multiplication des réseaux de trafic, la montée du terrorisme et du crime organisé ainsi que la circulation incontrôlée des armes.

Cet état de fait rend la Méditerranée, notamment sa rive sud, un espace en état d'effervescence qui met en péril non seulement la sécurité régionale, mais aussi la sécurité mondiale.

Notre région présente désormais les quatre caractéristiques d'un espace fragile en pleine gestation, à savoir l'incertitude, la complexité, la volatilité et l'ambiguïté. Ce sont d'ailleurs ces quatre caractéristiques qui distinguent le monde d'aujourd'hui et les relations internationales qui le régissent.

Dans un environnement incertain et en pleine mutation, la Tunisie a su -malgré les difficultés indéniables et

inévitables de l'après révolution- assurer sa transition démocratique, à travers l'adoption d'une nouvelle Constitution et l'organisation d'élections qualifiées de libres, transparentes et indépendantes.

L'élaboration de la Constitution par l'Assemblée Nationale Constituante, issue des élections d'Octobre 2011, a été une épreuve sans précédent aussi bien pour les constituants, les partis politiques et l'ensemble de la société civile ainsi que pour l'opinion publique toute entière.

Nonobstant les caractéristiques millénaires d'ouverture et de modération de la société tunisienne qui a une longue tradition de réforme et qui se distingue par son homogénéité, sa cohésion et sa tolérance, l'issue du processus de transition aurait pu être différente.

Grace à l'attachement des forces politiques et de la société civile au dialogue et à l'esprit de consensus, toutes les différences idéologiques et partisans ont cédé la place à une entente, largement partagée, sur les principales questions concernant l'avenir de la société tunisienne et l'intérêt national.

C'est ainsi que la Tunisie s'est réconciliée avec son identité, celle d'une nation arabo-musulmane et africaine certes, mais ouverte sur son environnement méditerranéen et fait sienne les valeurs universelles et les principes reconnus relatifs aux droits de l'Homme.

Dans le même contexte, les droits et libertés pour lesquels jeunes et moins jeunes tunisiens ont milité et se

sont sacrifiés -des décennies durant- ont trouvé leur pleine illustration dans le texte de la nouvelle Constitution, à l'image des libertés d'association, de réunion, de pensée, d'expression, du culte et de conscience.

Un autre aspect qui mérite d'être souligné ici est relatif aux droits de la femme. Ces droits, consacrés au lendemain de l'indépendance dans le Code du Statut Personnel de 1956, ont été confirmés et consolidés dans la nouvelle Constitution de 2014. Mieux encore, le nouveau Code électoral de 2014 a introduit le principe de la parité dans les listes électorales, ce qui a permis à la femme tunisienne d'être représentée au sein du Parlement avec un taux de 31,3 %, occupant ainsi le 32eme rang au niveau mondial.

Ces acquis, irréversibles et uniques dans l'histoire de la Tunisie contemporaine, constituent aussi une belle illustration de la compatibilité parfaite qui existe entre l'Islam, la démocratie et les droits de l'Homme. Ils n'auraient pu être réalisés sans l'engagement -spontané et persévérant- de la société civile tunisienne en faveur d'une transition politique, paisible et pacifique.

C'est ainsi que le Quartet, constitué des quatre organisations nationales non gouvernementales, dotées d'une haute représentativité et d'une forte légitimité historique, à savoir L'Union Générale des Travailleurs Tunisiens UGTT, L'Union Tunisienne de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat UTICA, la Ligue Tunisienne des Droits de l'Homme et l'Ordre des Avocats Tunisiens, ont pris l'initiative d'organiser ce qu'on appelle le

Dialogue National, en réunissant autour de la même table l'ensemble des partis politiques, à un moment où la Tunisie -rappelons le- a connu une crise politique sans précédent.

Ce Dialogue National a pu, non sans difficulté, mener la Tunisie à bon port, en parvenant à atteindre un consensus général sur les principales questions décisives. Ce consensus a favorisé la formation d'un nouveau Gouvernement non partisan et l'adoption par l'Assemblée Nationale Constituante, à une très large majorité, de la Constitution de la Deuxième République.

Nous nous réjouissons de noter, aujourd'hui, que cet effort exceptionnel et cette expérience unique sont reconnus à une large échelle, comme une réussite véritable et authentique, aussi bien par l'opinion publique tunisienne qu'à l'échelle internationale, comme en témoigne l'attribution du Prix Nobel de la Paix 2015 au Quartet tunisien.

Après avoir assuré sa transition démocratique, la Tunisie fait face aujourd'hui à un double défi: sécuritaire et économique.

Les attaques terroristes perpétrées successivement au Musée du Bardo en Mars et à Sousse en juin 2015, ont montré que malgré les efforts énormes déployés par les forces de sécurité et l'armée, la Tunisie est la cible de groupes terroristes bénéficiant de relais et d'appuis de certaines parties étrangères.

Il a été, en effet, établi la responsabilité de Daech, qui contrôle 200 km des côtes libyennes dans l'attentat de Sousse. Cela n'est qu'une illustration du danger énorme que représente la présence de Daech en Libye, danger qui ne concerne pas seulement la Tunisie mais la région toute entière du fait de son rôle dans la montée du terrorisme et de la migration clandestine.

Il est vrai qu'un nombre non négligeable de jeunes tunisiens ont pour des motifs divers- choisi de se rallier à des groupes terroristes jihadistes opérant aussi bien en Libye que dans d'autres foyers de tension comme en Syrie et dans le Sahel africain.

Ces jeunes, le plus souvent démunis socialement et manquant d'encadrement idéologique et culturel, sont devenues des proies faciles entre les mains des manipulateurs et autres marchands d'indulgence des temps modernes.

Les Autorités tunisiennes, conscientes du danger qu'ils représentent -aussi bien pour la sécurité intérieure qu'internationale- ont mis en place une stratégie nationale de lutte contre le terrorisme.

Ainsi, la Tunisie ne cesse de renforcer ses capacités sécuritaires opérationnelles par une meilleure coordination entre les structures des forces de sécurité et de l'armée et le renforcement des services de renseignement, en veillant également à la mise en place d'une coopération consolidée avec les pays frères et amis, coopération que nous jugeons indispensable pour faire face au fléau du terrorisme.

La Tunisie a également construit une barrière de protection à ses frontières avec la Libye dans l'espoir d'endiguer le passage clandestin de biens, de personnes et des armes.

Nous soulignons aussi l'adhésion de la Tunisie à la coalition internationale contre "l'Etat Islamique" ainsi que sa participation active dans les réunions pertinentes, organisées aussi bien dans le cadre de la Ligue Arabe qu'au sein du Dialogue 5+5.

Outre le volet sécuritaire, la stratégie nationale de lutte contre le terrorisme s'appuie largement sur le volet de la prévention. Cela implique une réforme des programmes scolaires, un meilleur encadrement idéologique et culturel ainsi que l'adoption d'un nouveau modèle de développement qui soit plus égalitaire, plus inclusif et qui garantisse un niveau de vie digne à tous les citoyens quelle que soit la région dans laquelle ils vivent.

La stabilité et la sécurité en Méditerranée n'ont jamais été aussi précaires que de nos jours. La montée de la violence et la multiplication des conflits sont de nature à freiner toute œuvre de développement et tout effort de progrès humain.

Il est, en effet, difficile de concevoir un développement durable et harmonieux dans un environnement secoué par la violence quotidienne et en proie à des luttes intestinales et à des actes de sabotage qui remettent souvent en question les acquis de la civilisation humaine.

Nous devons tous agir pour affronter cette réalité complexe et amère et jeter les bases d'un monde meilleur fondé sur les principes de la justice, la liberté, le respect mutuel et le développement solidaire.

Nous ne devons plus continuer d'accepter que le peuple palestinien soit bafoué dans ses droits les plus élémentaires, notamment son droit légitime à mettre fin à l'occupation et à jeter les bases d'un Etat libre et souverain, conformément à la légalité internationale. Nous condamnons, par la même occasion, la poursuite de la politique israélienne de colonies de peuplement qui constituent des obstacles à la paix.

Tel est, Mesdames, Messieurs, le fond du problème au Proche-Orient et, en l'occurrence en Méditerranée. Un règlement pacifique et équitable de ce conflit mettra, sans doute, fin au sentiment d'injustice et de frustration largement partagé par les populations arabes, et ne constituera plus d'alibi aux manipulateurs de tous bords qui prônent fanatisme et violence.

Aussi, la communauté internationale est appelée à aider à la consolidation des acquis démocratiques, récemment enregistrés dans plusieurs pays de la région, comme en Afrique du Nord par exemple. Ces pays ont réalisé des progrès notables sur plusieurs aspects liés à l'exercice de la démocratie et au respect des droits de l'Homme.

Je me réjouis de souligner ici que dans ce domaine, la Tunisie est engagée, avec l'Union Européenne, dans plusieurs projets de coopération dans le domaine de la consolidation de l'Etat de droit. Pas plus tard que la

semaine dernière, j'ai reçu un haut responsable du Ministère de la justice espagnol qui a été désigné pour la mise en œuvre d'un projet de jumelage dans le domaine de la réforme du système judiciaire en Tunisie. Une telle réforme est devenue essentielle en vue de consolider l'indépendance de la justice et d'améliorer son efficacité et ce, dans le but de renforcer l'Etat de droit et de répondre ainsi à l'une des dispositions pertinentes de la nouvelle Constitution tunisienne.

Nous insistons également sur la nécessité de trouver une solution globale à la question de l'immigration clandestine, solution qui doit -à notre avis- dépasser le volet sécuritaire pour englober des solutions innovantes capables de s'attaquer aux causes profondes de ce problème.

Pour ce qui est des autres pays qui sont encore au début de leur processus de transition démocratique ou qui connaissant des conflits, l'essentiel - à notre avis- est de s'abstenir d'imposer par la force les changements requis. Les événements enregistrés au cours des dernières décennies nous ont appris que les interventions armées et les mesures unilatérales n'ont pas aidé à réaliser les progrès escomptés sur la voie des libertés et de la démocratie. Elles ont été, au contraire, contre-productives et ont sérieusement affecté la stabilité et la sécurité dans la région.

C'est d'ailleurs dans cet esprit que la Tunisie soutient la Mission de les Nations Unies en Libye et ne cesse de favoriser une solution politique au conflit et la formation d'un gouvernement d'unité nationale dans ce pays

voisin. Nous soulignons aussi la nécessité de maintenir la pression politique sur toutes les parties influentes en vue de faire aboutir la médiation onusienne et ramener les réticents d'entre elles à rejoindre le consensus.

La Tunisie ne manquera pas de jouer pleinement son rôle une fois un Accord inter-libyen est signé. Nous sommes, en effet, disposés à participer au processus post-conflit en Libye et accueillons favorablement la proposition allemande relative à la création en Tunisie d'un centre de formation au profit des forces de sécurité libyennes.

S'agissant de la Syrie, nous réitérons la solidarité de la Syrie avec le peuple syrien frère et la nécessité de conjuguer les efforts pour lui apporter l'aide humanitaire. Nous soulignons aussi l'urgence d'un règlement politique à ce conflit, avec une participation arabe, et notre refus de toute intervention militaire étrangère sur le sol syrien.

Par ailleurs, nous ne pouvons pas passer sous silence la responsabilité principale qui incombe à chacun des pays de notre région -chacun suivant ses spécificités- pour la promotion des libertés, la consolidation de l'Etat de droit, le développement éducatif et culturel nécessaire, l'encadrement idéologique adéquat ainsi que l'adoption de modèles de développement inclusifs et égalitaires.

L'espace Euro-méditerranéen est également appelé à devenir un espace de prospérité partagée et solidaire, où la circulation des biens, des services et des capitaux est assurée, non seulement entre les deux rives de la

Méditerranée mais également entre les pays de sa rive Sud. Une intégration régionale plus affirmée favorisera le développement économique et l'investissement, créateur d'innovation et pourvoyeur d'emplois.

Il y a lieu de remarquer, en outre, l'importance d'encourager la diversité culturelle et de promouvoir les liens humains et les échanges culturels entre les deux rives de la Méditerranée, si étroitement liées géographiquement et historiquement, pour renforcer la compréhension et instaurer le respect mutuel entre les peuples de la région, notamment auprès de la jeunesse.

Il me plaît de relever, à ce propos, le rôle important que joue l'UNESCO pour la promotion de la paix et du dialogue interculturel et religieux. D'autres institutions régionales, comme la Fondation Anna Lindh, méritent - à notre sens - un soutien plus fort et un engagement plus soutenu des pays de l'espace euro-méditerranéen, vu l'effort qu'elles déploient pour le bien de l'Humanité.

Telles sont, Mesdames, Messieurs, quelques idées sommaires qui reflètent notre profonde préoccupation face à la dégradation de la sécurité et la stabilité autour de la Méditerranée. Nous demeurons, toutefois, convaincus que grâce à la détermination que nous partageons en faveur du progrès et de la prospérité, nous saurions surmonter ces défis et rendre à Mare Nostrum la place qui lui sied, celle de locomotive de la civilisation humaine.

TRADUCCIÓN ESPAÑOLA (RELACIONES
INSTITUCIONALES INTERNACIONALES DEL
AYUNTAMIENTO DE MÁLAGA)

Me gustaría, en el comienzo de mi discurso, expresarles el gran placer que es para mí poder estar con ustedes hoy y expresar mi más sincero agradecimiento a los organizadores de este seminario que han hecho posible mi viaje desde Madrid esta hermosa ciudad, Málaga, tan útil como agradable.

Igualmente, quiero agradecerles la elección del tema de este seminario, "La seguridad en el Mediterráneo", un tema que nunca como ahora es tan importante como oportuno. Y esto es debido a los profundos cambios políticos que se han producido en las últimas décadas, así como aquellos que han nacido a raíz de lo que comúnmente se conoce como Primavera Árabe, que han tenido consecuencias a veces desastrosas, incluso si éstas han hecho nacer en algunos una nueva esperanza para aspirar a más libertad y democracia.

Hoy en día, por desgracia, me atrevo a decir que el panorama parece bastante sombrío: la multiplicación de los focos de tensión, cuestionando a veces las fronteras y la identidad del Estado, las tensiones étnicas y religiosas, la dolorosa transición a un sistema democrático, el deterioro de la situación económica y social, el profundo sentimiento de injusticia que tienen amplios sectores de la sociedad, sin olvidar también los altos costos, en términos humanitarios, del dramático aumento del número de refugiados y personas desplazadas, el aumento la inmigración ilegal y la

precariedad manifiesta en la que se encuentra ahora una parte importante de la población de algunos países árabes.

Por otra parte, el debilitamiento de la autoridad estatal en algunos países, por un lado, y el profundo malestar en el que están inmersas varias sociedades árabes por el otro, a las que se añade interferencias e injerencias de diversos tipos, favorece la proliferación de las redes de tráfico, el aumento del terrorismo y el crimen organizado, así como la circulación incontrolada de armas.

Este hecho hace del Mediterráneo, en particular de su orilla sur, un espacio en estado de agitación, que amenaza no sólo a la seguridad regional, sino también a la seguridad mundial.

Nuestra región presenta actualmente las cuatro características de una zona frágil en plena gestación, es decir, la incertidumbre, la complejidad, la volatilidad y la ambigüedad. Son estas cuatro características las que distinguen al mundo actual y a las relaciones internacionales que la rigen.

En un entorno incierto y cambiante, Túnez ha logrado -a pesar de las dificultades innegables e inevitables después de la revolución- asegurar su transición democrática, a través de la adopción de una nueva Constitución y a la organización de elecciones calificadas como libres, transparentes e independientes.

La redacción de la Constitución por la Asamblea Nacional Constituyente, después de las elecciones de octubre de 2011, fue una prueba sin precedentes tanto para los electores, los partidos políticos y el conjunto de la sociedad civil, como para toda la opinión pública.

A pesar de la condición milenaria de apertura y moderación de la sociedad tunecina, que tiene una larga tradición reformista y que se destaca por su homogeneidad, cohesión y tolerancia, el resultado del proceso de transición podría haber sido diferente.

Gracias al compromiso de las fuerzas políticas y de la sociedad civil con el diálogo y el espíritu de consenso, todas las diferencias partidistas e ideológicas han dado paso a un acuerdo, ampliamente compartido, sobre las cuestiones principales relacionadas con el futuro de la sociedad tunecina y el interés nacional.

Así es como Túnez se ha reconciliado con su identidad, ciertamente una nación árabe-musulmana y africana, pero abierta sobre su entorno mediterráneo, y hace suyo los valores universales y los principios reconocidos relativos a los derechos del Hombre.

En este mismo contexto, los derechos y las libertades en los cuales los jóvenes, y menos jóvenes, tunecinos han militado y por los cuales se han sacrificados –durante decenios- han encontrado su completa ilustración en el texto de la nueva Constitución, a la imagen de las libertades de asociación, de reunión, de pensamiento, de expresión de culto y de conciencia.

Otro aspecto que merece ser destacado aquí es relativo a los derechos de las mujeres. Estos derechos, consagrados al día siguiente de la independencia en el Código del Estatuto Personal de 1956, han sido confirmados y consolidados en la Nueva Constitución de 2014. Más todavía, el nuevo código electoral del 2014 ha introducido el principio de la paridad en las listas electorales, lo que permite a la mujer tunecina estar representada en el Parlamento con un porcentaje de 31,3%, ocupando el lugar número 32 a nivel mundial.

Estos logros, irreversibles u únicos en la historia contemporánea de Túnez, constituyen también un buena ilustración de la compatibilidad perfecta que existen entre el Islam, la democracia y los derechos del Hombre. No habrían podido ser realizados sin el compromiso, espontáneo y perseverante de la sociedad civil tunecina en favor de una transición política tranquila y pacífica.

De este modo, el Cuarteto, constituido por cuatro organizaciones nacionales no gubernamentales, dotadas de un alto representante y de una fuerte legitimidad histórica, a saber, la Unión General de Trabajadores Tunecinos UGTT, la Unión Tunecina de la Industria, el Comercio y la Artesanía UTICA, la Liga Tunecina de los Derechos del Hombre, y el Colegio de Abogados tunecinos, ha tenido la iniciativa de organizar lo denominado como Diálogo Nacional, reuniendo alrededor de la misma mesa a los partidos políticos, en un momento donde Túnez –recordémoslo- ha conocido una crisis política sin precedente.

Este diálogo nacional ha podido, no sin dificultad, llevar a Túnez a buen puerto, consiguiendo un consenso general sobre las principales cuestiones decisivas. Este consenso ha favorecido la formación de un nuevo Gobierno no sectario, y la adopción por parte de la Asamblea Nacional Constituyente, y sobre una amplia mayoría, de la Constitución de la segunda República.

Nos alegramos de constatar, hoy en día, que este esfuerzo excepcional y esta experiencia única están reconocidas, a gran escala, como un verdadero y auténtico éxito, tanto por la opinión pública tunecina como a escala internacional, como testimonia la concesión del Premio Nobel de la Paz 2015 al Cuarteto tunecino

Después de haber asegurado su transición democrática, Túnez afronta hoy en día un doble desafío: la seguridad y la economía.

Los ataques terroristas perpetrados sucesivamente en el Museo del Bardo en marzo y en Sousse en junio del 2015, han demostrado que a pesar de los enormes esfuerzos desplegados por las fuerzas de seguridad y el ejército, Túnez es el objetivo de grupos terroristas que se benefician de los enlaces y el apoyo de ciertas facciones extranjeras.

En efecto, se ha constatado la responsabilidad del Daech, que controla 200 km. de las costas libias, en el atentado de Sousse. Esto es solo una demostración del enorme peligro que representa la presencia de DAech en Libia, peligro que no concierne solamente a Túnez,

sino a la región en su conjunto, debido a su papel en el ascenso del terrorismo y la migración clandestina.

Es verdad que un número no despreciable de jóvenes tunecinos, por motivos diversos, han decidido incorporarse a los grupos terroristas yihadistas, operando tanto en Libia como en otros focos de tensión como Siria o el Sahel africano.

Estos jóvenes, la mayor parte despojados socialmente y con ausencia de un tutelaje ideológico y cultural, se han convertido en presas fáciles en las manos de los manipuladores y de otros mercaderes de indulgencia de los tiempos actuales.

Las autoridades tunecinas, conscientes del peligro que representan tanto para la seguridad interior como para la internacional, han implantado una estrategia nacional de lucha contra el terrorismo.

Así mismo, Túnez no cesa de reforzar sus capacidades de seguridad operacionales para una mejor coordinación entre las diferentes estructuras de las fuerzas de seguridad y del ejército, y del refuerzo de los servicios de información, igualmente, tratando de poner en marcha una cooperación consolidada con los países hermanos y amigos, cooperación que consideramos indispensables para hacer frente a la plaga del terrorismo.

Túnez, igualmente ha construido una barrera de protección en sus fronteras con Libia, con la esperanza de poner barreras al tráfico clandestino de bienes,

personas y armas. Subrayamos también la adhesión de Túnez a la coalición internacional contra el Estado Islámico, así como su participación activa en las reuniones pertinentes organizadas tanto en el marco de la liga árabe, que en el Diálogo 5+5.

Además del marco de la seguridad, la estrategia nacional de lucha contra el terrorismo se apoya ampliamente sobre el entorno de la prevención. Esto implica una reforma de los programas escolares, un mejor encuadre ideológico y cultural, así como la adopción de un nuevo modelo de desarrollo, que sea más igualitario, más inclusivo y que garantice un nivel de vida digna a todos los ciudadanos, independientemente de la región en la que vivan.

La estabilidad y la seguridad en el Mediterráneo no han sido nunca tan precarias como en nuestros días. La escalada de la violencia y la multiplicación de los conflictos, por naturaleza frenan cualquier tentativa de desarrollo y cualquier esfuerzo de progreso humano.

En efecto, es difícil concebir un desarrollo durable y armonioso en un entorno movido por la violencia cotidiana y cautivo de luchas intestinales y actos de sabotaje que cuestionan a menudo lo conseguido por la civilización humana.

Todos debemos actuar para hacer frente a esta realidad compleja y amarga, y sentar las bases de un mundo mejor basado en los principios de la justicia, la libertad, el respeto mutuo y el desarrollo solidario.

No debemos seguir aceptando que se ridiculicen los derechos más básicos del pueblo palestino, sobre todo su legítimo derecho a poner fin a la ocupación y sentar las bases de un estado libre y soberano, de conformidad con el derecho internacional. Condenamos, al mismo tiempo, la continua política israelí de asentamientos que son un obstáculo para la paz.

Este, señoras y señores, es el verdadero problema en el Medio Oriente y, en este caso, en el Mediterráneo. Una solución pacífica y justa de este conflicto, sin duda, terminará con el sentimiento de injusticia y frustración ampliamente compartido por las poblaciones árabes, y ya no será una coartada para manipuladores de todo tipo que predicán el fanatismo y la violencia.

Además, la comunidad internacional está llamada a ayudar a la consolidación de los logros democráticos, que recientemente se han registrado en varios países de la región, como en África del Norte, por ejemplo. Estos países han hecho progresos significativos en varios aspectos relacionados con el ejercicio de la democracia y el respeto de los derechos humanos.

Me complace señalar aquí que, en este campo, Túnez está comprometida, junto a la Unión Europea, en varios proyectos de cooperación en el ámbito de la consolidación del Estado de Derecho.

Tan recientemente como la semana pasada, recibí a un alto rango del Ministerio español de Justicia, que ha sido designado para la ejecución de un proyecto de hermanamiento en el ámbito de la reforma del sistema

judicial en Túnez. Dicha reforma se ha convertido en esencial para consolidar la independencia del sistema judicial y la mejora de su eficiencia, y todo ello con el objetivo de fortalecer el estado de derecho, y responder así a una de las disposiciones pertinentes de la nueva Constitución tunecina.

También hacemos hincapié en la necesidad de encontrar una solución global a la cuestión de la inmigración clandestina, solución que debe, a nuestro juicio, ir más allá de los aspectos de seguridad, incluyendo soluciones innovadoras que aborden las causas fundamentales de este problema.

En cuanto a los otros países que aún se encuentran al principio de su proceso de transición democrática, o que padecen un conflicto, lo esencial, en nuestra opinión, es que se abstengan de imponer por la fuerza los cambios requeridos. Los acontecimientos sucedidos en las últimas décadas nos han enseñado que las medidas de intervención armada y unilaterales no ayudan a lograr el progreso esperado hacia las libertades y la democracia. Han sido, en cambio, contra-productivos y han afectado gravemente a la estabilidad y la seguridad en la región.

Es con este espíritu que Túnez apoya la Misión de las Naciones Unidas en Libia y sigue promoviendo una solución política al conflicto y la formación de un gobierno de unidad nacional en este país vecino. También hacemos hincapié en la necesidad de mantener la presión política sobre todas las partes influyentes a fin de lograr la mediación de la ONU y superar las reticencias de algunos a unirse al consenso.

Túnez no dejará de desempeñar plenamente su papel una vez que se firme un Acuerdo entre libaneses. Estamos, de hecho, dispuestos a participar en los procesos posteriores a los conflictos en Libia y acogemos favorablemente la propuesta alemana para la creación en Túnez de un centro de formación en beneficio de las fuerzas de seguridad libias.

En cuanto a Siria, reiteramos la solidaridad con el pueblo hermano sirio y la necesidad de aunar esfuerzos para llevarles ayuda humanitaria. También destacamos la urgencia de una solución política a este conflicto, con la participación árabe, y nuestro rechazo a cualquier intervención militar extranjera en territorio sirio.

Por otra parte, no podemos silenciar la responsabilidad principal que incumbe a cada país de nuestra región, cada uno con sus características específicas, en la promoción de las libertades, la consolidación del Estado de Derecho, el desarrollo educativo y cultural necesario, el marco ideológico adecuado y la adopción de modelos de desarrollo inclusivos e igualitarios.

La zona euro-mediterránea está, igualmente, llamada a convertirse en un espacio de prosperidad compartida y de solidaridad, donde el flujo de bienes, servicios y capitales esté garantizado, no sólo entre las dos orillas del Mediterráneo, sino también entre los países de su orilla sur. Una integración regional más fuerte favorecerá el desarrollo económico y la inversión, la creación de innovación y de puestos de trabajo.

Cabe señalar, además, la importancia de promover la diversidad cultural y promover las relaciones humanas y el intercambio cultural entre las dos orillas del Mediterráneo, tan estrechamente vinculado geográfica e históricamente, para mejorar el entendimiento y establecer el respeto mutuo entre los pueblos de la región, sobre todo entre los jóvenes.

Me complace señalar, a este respecto, el importante papel que desempeña la UNESCO en la promoción de la paz y el diálogo intercultural y religioso. Otras instituciones regionales, como la Fundación Anna Lindh, merecen, a nuestro juicio, más apoyo y un compromiso mayor por parte de los países de la zona euro-mediterránea, dado el esfuerzo que están haciendo por el bien de la Humanidad.

Tales son, señoras y señores, algunas ideas resumidas que reflejan nuestra profunda preocupación por el deterioro de la seguridad y la estabilidad en todo el Mediterráneo.

Sin embargo, seguimos estando convencidos que gracias a la determinación que compartimos para favorecer el progreso y la prosperidad, sabremos superar estos retos y hacer del Mare Nostrum el lugar que le corresponde, como locomotora de la civilización humana.